



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 06/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAZECHIM

13 à 19 rue Denis Papin
ZI de Mitry-Compans
77290 Mitry-Mory

Références : E/23-1363
Référence Hélios : 59313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement GAZECHIM implanté 13-21 Rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'un exercice POI prévu avec le SDIS77 le 9 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZECHIM
- 13-21 rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GAZECHIM dont le siège social est situé à BEZIERS exploite à MITRY-MORY des

installations de stockage et de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et corrosifs (chlore, ammoniac et anhydride sulfureux).

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation [A] au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour six rubriques, dont une avec franchissement direct du seuil Seveso haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des procédures du plan d'organisation interne dans le cadre d'un exercice
- Contenu du plan d'organisation interne

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Formation des intervenants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Procédures de gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation des intervenants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'exercice POI du 9 juin 2023, l'exploitant a montré une bonne maîtrise de ses procédures. L'Inspection a pu constater une bonne coordination avec l'établissement UNIVAR présent sur la

plateforme GAZECHIM qui a oeuvré notamment pour la mise sur rétention de l'ensemble du site afin de contenir les eaux d'extinction.

Le plan d'opération interne dans sa dernière version est toutefois perfectible, en particulier sur les moyens de prélèvements d'échantillons.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation des intervenants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation sur les risques de l'installation des intervenants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : A l'issue de l'exercice POI du 09/06/2023, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que tout intervenant extérieur reçoit des consignes sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident lors d'un accueil sécurité. Ces consignes sont dispensées au niveau du poste de garde. En outre, l'exploitant a indiqué réaliser 3 exercices POI par an afin d'entraîner le personnel GAZECHIM à la manœuvre des moyens d'intervention. Les scénarios joués sont ceux présentés dans le plan d'organisation interne dans sa version du 9 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation des intervenants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Formation à la prévention des accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées. Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : Le plan d'intervention interne dans sa version 9 d'avril 2022 contient un paragraphe sur l'affectation du personnel aux fonctions (DOI, intervention incendie, détection gaz, accueil extérieur, communication et relations extérieures) en cas de déclenchement du POI. Les missions incombant à chaque mission y sont également décrites. Toutefois, le plan d'intervention interne dans la version 9 d'avril 2022 n'explicite pas les mesures prises pour sensibiliser le personnel associé à la prévention et au traitement des accidents majeurs à la démarche de progrès continu. <u>Non-conformité n°1 :</u> L'exploitant explicitera les mesures prises auprès de son personnel associé à la prévention et au traitement des accidents majeurs pour le sensibiliser à la démarche de progrès continu. L'exploitant, a expliqué réaliser 3 exercices POI par an afin d'exercer les différentes fonctions. En outre, tous les 3 ans, le personnel GAZECHIM intervenant dans la lutte contre l'incendie et contre le risque toxique suit une formation de recyclage. De plus tous les 5 ans, le personnel GAZECHIM intervenant dans la lutte contre le risque toxique suit une formation supervisée par les pompiers sur l'intervention en milieu toxique (exercices réalisés dans un nuage toxique). Toutefois, l'exploitant n'a pas mentionné la fréquence de la formation de recyclage du personnel impliqué dans les fonctions DOI, accueil extérieur, communication et relations extérieures. <u>Observation n°1 :</u> L'exploitant indiquera la fréquence de la formation de recyclage du personnel impliqué dans les fonctions DOI, accueil extérieur, communication et relations extérieures. L'exploitant a également indiqué que l'équipe de gardiennage du site participe aux exercices POI annuels et suit également des formations, notamment pour l'intervention en cas d'incident en dehors des heures ouvrables. De même, le personnel UNIVAR participe aux exercices POI réalisés par GAZECHIM, notamment pour l'opération d'obturation des réseaux d'eaux pluviales du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Elements à renseigner dans le POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022 contient le nom des personnes habilitées à déclencher les mesures d'urgence ainsi que la fonction du responsable des mesures d'atténuation sur le site. Ce plan stipule également le nom du responsable en liaison avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention (PPI).</p> <p>Pour chaque incident ou accident identifié comme pouvant amener à un accident majeur, le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022 décrit les mesures à prendre en terme d'équipements et de ressources humaines pour maîtriser cet incident ou accident afin d'en limiter les conséquences.</p> <p>Le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022, indique le déclenchement de l'alarme en cas d'incident ou d'accident ; ainsi que les mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site (confinement ou regroupement selon le type de danger) et qui ne</p>

sont pas impliquées dans la maîtrise de l'incident ou de l'accident n'est pas indiqué dans ce plan.

Le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022, contient les dispositions prises pour qu'en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement. Pour ce faire, le PC crise situé au siège de la société GAZECHIM (Béziers) est en charge de contacter les Mairies avoisinantes, la DRIEAT ainsi que la préfecture de Seine-et-Marne. En outre, lors du déclenchement du POI, l'activation du boîtier autonome d'alerte (BAA) envoie des messages vocaux et SMS aux différentes entités (riverains, administrations et pompiers) préalablement identifiées, afin de les avertir du déclenchement du POI et de la raison de ce déclenchement (risque toxique, risque incendie ou exercice).

Le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022 désigne dans son organisation des secours, la fonction "accueil extérieur" chargée d'accueillir les secours extérieurs et de les acheminer jusqu'au poste de commandement. Ce plan contient également les plans du site sur lesquels sont référencés les risques toxiques et les risques incendie.

Toutefois, l'exercice POI du 9 juin 2023, simulait un départ de feu d'une camionnette située sur la zone de dépôtage d'ammoniac. Or cette zone n'est pas référencée comme une zone avec un risque d'incendie sur le plan du site.

Observation n°2 : L'exploitant mettra à jour dans son plan d'opération interne les zones à risques du site, en particulier les zones à risque d'incendie.

La société GAZECHIM dispose de procédures mentionnant les formations du personnel habilité à intervenir en cas d'incident ou d'accident. Ces informations ne sont toutefois pas formalisées dans la version du 9 avril 2022 du plan d'opération interne.

Non-conformité n°2 : L'exploitant indiquera dans son plan d'opération interne les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes.

Afin de limiter les effets hors site, l'exploitant prévoit dans la version du 9 avril 2022 de son plan d'opération interne, la mise en sécurité des installations et le cas échéant l'intervention d'une équipe habilitée afin de contenir une éventuelle fuite.

Le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022 indique les substances recherchées associées à un risque toxique en cas de déclenchement du POI. Ce plan indique qu'une personne habilitée réalisera les premières mesures de concentrations des substances à l'aide d'un détecteur de gaz.

En outre, le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022 mentionne que les technologies disponibles consultées par l'exploitant ne sont pas compatibles avec les gaz conditionnés par GAZECHIM. De même, les tubes Dräger adaptés aux gaz conditionnés sur le site ne sont pas considérés comme des échantillons conservatoires. Ce plan stipule que l'exploitant est toujours à la recherche de moyens de prélèvement.

Observation n°3 : Dans la prochaine version de son plan d'opération interne, l'exploitant indiquera les équipements sélectionnés et adaptés aux prélèvements des gaz conditionnés sur son site. Il

<p>indiquera également sous quels délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ces moyens de prélèvements peuvent être opérationnels en cas de déclenchement du POI, • les prélèvements peuvent être analysés. <p>L'exploitant indiquera le cas échéant, s'il a recours à un organisme agréé pour les prélèvements et/ou les analyses des échantillons prélevés.</p> <p>Le plan d'opération interne dans sa version du 9 avril 2022 ne mentionne pas les moyens et les méthodes prévus par l'exploitant pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Non-Conformité n°3 : l'exploitant indiquera dans son plan d'opération interne les moyens et les méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Procédures de gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats : Lors de l'exercice POI du 9 juin 2023, l'exploitant a montré une bonne maîtrise de ses procédures. Ainsi, l'alarme POI a été lancée 3 minutes après le début de l'exercice. Les secours ont été contactés et le PC crise au siège du groupe GAZECHIM (Béziers) a été mis en place respectivement 7 minutes et 8 minutes après le déclenchement du POI.</p> <p>De plus, les différents messages vocaux et SMS ont été envoyés suite à l'activation du boîtier autonome d'alerte (BAA).</p> <p>En outre l'Inspection a pu constater une bonne coordination avec l'établissement UNIVAR présent sur la plateforme GAZECHIM qui, à la demande de l'exploitant, a procédé à la mise sur rétention de l'ensemble du site afin de contenir les eaux d'extinction.</p> <p>L'Inspection note toutefois que le poste de commandement sur site (PC ex) est situé au cœur d'une zone référencée à risque incendie et proche de zones référencées à risques toxiques. Ce point a également fait l'objet d'une remarque orale de la part des pompiers le jour de l'exercice</p>

POI.

Observation n°4 : L'exploitant envisagera un déplacement de son PC ex vers un lieu plus éloigné des zones à risque de l'établissement. L'exploitant indiquera l'emplacement de ce nouveau PC ex et l'échéance à laquelle le transfère du poste de commandement pourra se faire. Pendant la période transitoire, l'exploitant envisagera l'indisponibilité de son PC ex dans ses procédures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois